

Proposition de communication aux journées Inra-Sfer-Cirad les 8 et 9 décembre 2011 à AgroSup Dijon

Grippe aviaire dans la filière. La réaction du secteur agro-industriel au Vietnam

Auteurs :

Muriel Figuié, *CIRAD, UMR MOISA, Montpellier, F-34398 France, muriel.figuie@cirad.fr*

Anh Tuan Pham, *Ministère de l'Industrie et du Commerce, 20 Linh Nam, Hanoi, Vietnam, anhtuan_pham@hotmail.fr*

Paule Moustier, *CIRAD, UMR MOISA, Montpellier, F-34398 France, paule.moustier@cirad.fr*

Résumé:

Dans cet article, nous analysons dans quelle mesure la crise de la grippe aviaire survenue au Vietnam fin 2003 a affecté l'organisation de la filière avicole locale, et notamment la place des groupes agro-industriels dans cette filière. Sur la base d'enquêtes auprès de professionnels de la filière et de responsables politiques et d'une analyse de la presse économique, nous montrons que la crise s'est traduite par une alliance entre les pouvoirs publics vietnamiens et le secteur industriel, au détriment du secteur traditionnel, jugé peu apte à répondre aux impératifs de « biosécurité ». Le secteur privé s'est montré extrêmement actif pour relancer une filière dévastée et ceci malgré un contexte épidémiologique encore très incertain. Les groupes agro-industriels qui pouvaient encore produire ou importer des poussins de l'extérieur ont vite réinvesti la filière, prenant le contrôle d'un nombre croissant d'activités, par un processus de verticalisation (intégration d'activités de production, abattage, vente au détail) et dans une moindre mesure de contractualisation avec les éleveurs. Ce mouvement a été porté par une demande des consommateurs inquiets d'une possible contamination alimentaire (portant non avérée). Mais, une fois la première crise passée, les consommateurs se sont de nouveau tournés vers des productions traditionnelles, freinant ainsi le processus d'industrialisation de la filière. Cependant, cette période a permis aux groupes agro-industriels, et surtout aux groupes internationaux (en particulier le groupe asiatique Charoen Pokphand que nous examinons plus en détail) d'asseoir leur position sur un marché, qui malgré ses nombreux aléas, est sans aucun doute prometteur, compte tenu du boom de la consommation de viande dans les pays d'Asie.

Mots clefs : contrat, grippe aviaire, intégration verticale, secteur avicole, Vietnam

Codes JEL : D2, K3, O53, Q13, P29

Introduction

Le but de cet article est d'analyser dans quelle mesure la crise de la grippe aviaire survenue au Vietnam fin 2003 a affecté l'organisation de la filière avicole vietnamienne, et notamment la place des groupes agro-industriels dans ces filières. Nous considérons que cette crise se caractérise d'une part par la nécessité d'une meilleure maîtrise technique de la qualité dans les différentes étapes de production au sein de la filière. Elle se caractérise aussi d'autre part, au-delà de la filière, par une redéfinition des compétences et de la légitimité des différents acteurs à garantir la santé publique. Nous mettons ainsi l'accent dans notre analyse sur les processus de verticalisation et contractualisation au sein des filières ainsi que sur les alliances entre les pouvoirs publics et les secteurs productifs, traditionnel ou industriel, national ou international. C'est donc à partir des opportunités qu'une crise peut générer, que nous abordons ici la question de la grippe aviaire au Vietnam.

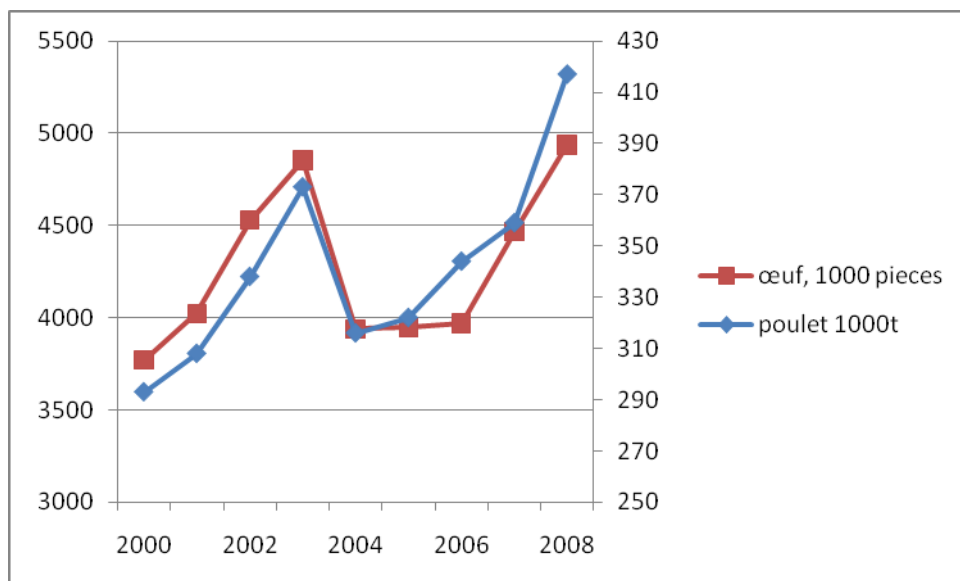
Le contexte de la grippe aviaire au Vietnam

Avant qu'elle ne soit affectée par la crise de la grippe aviaire (liée au virus H5N1), la filière avicole vietnamienne était en pleine croissance : en 2003, le taux de croissance des effectifs était de 9 % et le nombre de volailles s'élevait à 254 millions de têtes. Cette croissance s'inscrit dans un développement global des filières animales au Vietnam dont la production suit en partie l'accroissement de la demande en produits animaux. En effet, la forte augmentation de la population au Vietnam (de 80 millions en 2003 à 110 millions d'habitants prévus en 2020, proportionnellement plus importante dans les villes) ainsi qu'une augmentation du niveau de vie et un changement des régimes alimentaires (Moustier et al. 2003) entraînent une demande croissante en produits animaux, notamment en zone urbaine.

Ce marché est approvisionné en majorité par la production locale (les importations couvrent environ 20% de la demande, elles proviennent surtout du Brésil et des USA, Gain Report 2011, USDA 2010). Cette production est le fait essentiellement d'élevages de type traditionnel, avec des volailles en divagation (moins d'une cinquantaine) nourries de résidus. Mais depuis la fin des années 1990, la production industrielle a commencé à se développer, à l'initiative de groupes nationaux (Luong My, Dabaco, Phuc Thinh,...) privés ou étatiques (progressivement privatisés dans le cadre de la libéralisation de l'économie vietnamien et de son adhésion à l'OMC) et surtout de grands groupes étrangers attirés par la croissance du marché domestique parmi lesquels le groupe d'origine thaïlandaise Charoen Pokphand (CP), l'indonésien Japfa, le français Proconco ou l'américain Cargill. Ces groupes investissent le secteur de la production d'intrants (aliments du bétail essentiellement), ou de la production de viande elle-même (volailles et porcs essentiellement).

La première émergence du virus H5N1 fin 2003-début 2004 et les crises ultérieures (2004-2005 surtout; le virus est à présent endémique au Vietnam) ont généré un bouleversement considérable, pour les 9 millions d'éleveurs de volailles présents au Vietnam (MARD, 2010) et pour les nombreux acteurs de la filière avicoles, affectés par l'épizootie elle-même, les mesures de contrôle (abattages massifs) et les réglementations qui ont suivi ainsi que la réaction des consommateurs (Figuié et Fournier, 2008). Le marché a ainsi connu d'importantes fluctuations de l'offre comme de la demande au gré des épisodes épidémiologies, des réglementations mises en œuvre et des stratégies de communication. La tendance globale (voir figure 1) est celle d'une diminution brutale de la production locale de volailles et d'œufs en 2004 et une reprise dès 2005-2006, ainsi qu'un accroissement de la demande de la classe moyenne émergente pour des volailles de qualité sanitaire garantie.

Table 1. Evolution de la production d'œufs et de volailles au Vietnam entre 2000 et 2008, Office général des Statistiques, GSO (GSO 2006 et 2010). Unités : 1000 œufs (axe de gauche) et 1000 tonnes de poulet (axe de droite)



Comment les acteurs de la filière avicoles ont-ils agit dans un tel contexte ? La théorie économique (économie de la qualité, économie des couts de transaction,...) nous fournit un certains nombre d'hypothèses.

Qualité sanitaire, concentration et intégration verticale

L'économie des coûts de transaction prédit que la nécessité de garantir des attributs de qualité sanitaire conduit à des formes de coordination des filières plus intégrées que dans le cas d'une qualité indifférenciée¹. En effet, les coûts et erreurs de mesure de la qualité sont des formes particulières de coûts de transaction (Barzel, 1982), définis comme les coûts relatifs à la recherche d'informations, notamment la fiabilité du partenaire, ainsi que le contrôle de la réalisation de la transaction (Williamson, 1991). Ces coûts sont réduits par des formes de coordination plus intégrées. L'intégration verticale au sens strict correspond au contrôle des différents stades de production sous l'autorité d'une même entreprise afin de substituer les échanges d'actifs au sein de l'entreprise aux échanges de marché (Perry, 1989). L'entreprise dispose donc ainsi d'un contrôle complet sur ses actifs (Grossman et Hart, 1986). Les contrats, qui sont des engagements entre partenaires sur les conditions de la transaction (quantités, prix, fourniture d'intrants, etc.), sont des formes plus lâches d'intégration verticale. Par ailleurs, les efforts pour améliorer la qualité sanitaire entraînent des investissements spécifiques, par exemple, en termes de contrôle ou de conditionnement. D'une part, ceux-ci sont facilités par la grande taille des entreprises, qui permet des économies d'échelle. D'autre part, ceux-ci sont difficilement redéployables sur des marchés où la qualité n'est pas

¹ La notion de filière, comme celle plus récente de chaîne de valeur, invite à un découpage du champ économique (ou agroalimentaire) en différents sous-systèmes productifs où l'ensemble des étapes de fabrication et de distribution d'un produit est considéré (Hugon, P., 1985. Le miroir sans tain. Dépendance alimentaire et urbanisation en Afrique: un essai d'analyse en termes de filières, in: Altersial Cered, M.S.A. (Ed.), Nourrir les villes. L'Harmattan, Paris, pp. 9-46..

reconnue. Or la théorie prédit qu'en situation d'actifs spécifiques, les formes intégrées sont plus efficaces que les formes marchandes. Ainsi, l'incertitude sur la qualité sanitaire favorise la concentration et l'intégration dans les filières.

Des économies technologiques peuvent amener une firme à l'intégration verticale dans la mesure où le progrès technique permet à la firme de diminuer sa demande en matière d'intrants intermédiaires, en remplaçant ces derniers par des intrants primaires, plus adaptés au nouveau processus de production. L'intégration verticale ne remplace pas seulement certains intrants intermédiaires par des intrants primaires, mais réduit aussi les besoins en biens intermédiaires. C'est dans ce sens que les économies technologiques donnent lieu à une intégration verticale (Perry, 1989). Le pouvoir de marché d'une firme agro-alimentaire lié à sa taille, son influence sur les prix et les politiques, jouent aussi un rôle déterminant dans la décision d'intégration verticale de la firme (Mighell et al., 1963).

Ces dynamiques sont particulièrement prégnantes dans le secteur des volailles. Les contrats et l'intégration verticale s'y développent pour faire face aux nombreuses sources d'incertitude sur la production, en particulier les maladies et la mortalité des oiseaux, ainsi que les variations de prix. Par ailleurs, c'est un secteur où les changements technologiques sont rapides, en particulier dans l'industrie de la formulation d'aliments. Lorsque les contrats portent sur la fourniture d'aliments et de produits vétérinaires et la vente à un prix stable, la plupart des risques sont transférés sur l'entreprise fournisseuse, mais les revenus des éleveurs sont plus faibles. Le risque minimal pour l'éleveur est d'être salarié de l'entreprise (Mighell et al., 1963).

Qualité sanitaire et alliances publics-privés

Les difficultés en termes de budget et d'organisation peuvent conduire les autorités publiques à déléguer une partie du contrôle de la qualité sanitaire au secteur privé. L'objectif de l'Etat est d'abaisser les coûts de contrôle tout en gardant la main sur la définition des normes. Par exemple, dans le domaine de l'importation des fruits et légumes en France, des accords professionnels spécifient le cahier des charges d'un contrôle interne collectif. Le contrôle public intervient dans un deuxième temps pour s'assurer que le contrôle privé est effectif (Bignebat et Codron, 2006; Codron et al., 2007).

Par ailleurs, les progrès en communication, transport et stockage permettent de réduire le temps et l'espace du commerce de biens, et augmente la propagation des maladies. Les pratiques de régulation par les Etat-Nations seuls ne sont pas adaptées à ce contexte de mondialisation (Oosterveer, 2007). Une multitude d'acteurs, Etat, firmes internationales, ONG...interviennent dans la gouvernance mondiale des risques sanitaires.

Notre question de recherche

Dans cet article, nous faisons l'hypothèse que la crise de la grippe aviaire a affecté de façon différenciée les acteurs de la filière avicole au Vietnam. Plus précisément, nous faisons l'hypothèse que la crise a pu constituer pour les acteurs de « type industriel » une opportunité d'expansion (augmentation de leur part de marché) et favoriser un processus d'intégration (c'est-à-dire, au sens strict, le contrôle des différents stades de production sous l'autorité d'une même entreprise) : (1) expansion, car consommateurs et pouvoirs publics (et communauté internationale) ont pu favoriser ce type d'acteurs jugés plus à même de répondre aux nouveaux impératifs de biosécurité ; (2) intégration, car c'est une stratégie permettant de

renforcer les dispositifs de traçabilité et de mieux maîtriser la qualité sanitaire dans les filières alimentaires.

Méthode

Une série d'enquêtes a été menée en 2008 et 2009 auprès des acteurs de la filière avicole approvisionnant la capitale, Hanoi, au nord du Vietnam, et auprès des services agricoles et vétérinaires du ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MADR). Deux groupes agroindustriels ont été étudiés en particulier : le groupe d'origine thaïlandaise Charoen Pokphand, (CP Vietnam) implanté au Vietnam en 1993, et le groupe vietnamien Phuc Tinh, créé en 1999, suite à la privatisation de la ferme d'Etat de volailles Dong Anh. Le choix de ces groupes est lié au fait d'une part qu'ils ont obtenu en 2005 du gouvernement le monopole de l'approvisionnement de la ville de Hanoi (environ 3 millions d'habitants en 2005) et d'autre part par le fait que le groupe CP selon certaines études aurait particulièrement tiré profit de la grippe aviaire en Thaïlande (Grain, 2007) Nous avons cherché à caractériser les évolutions de la filière à travers des indicateurs de l'intégration verticale (le nombre d'activités occupées par un groupe), de la contractualisation (le nombre d'éleveurs sous contrat avec un groupe), la concentration (les parts de marché d'un groupe). Nous avons conduit des entretiens avec les responsables de ces groupes, des éleveurs sous contrat avec ces groupes, des représentants des autorités locales et centrales, ainsi que des acteurs des filières concurrentes.

Les données relatives à l'activité d'un groupe sur une zone d'étude ont été obtenues à partir des statistiques des autorités locales comme le service vétérinaire et par entretien avec certains éleveurs sous contrat. Ces données ont été difficiles à obtenir et ont nécessité le croisement des données obtenues auprès de plusieurs acteurs des filières. Des données secondaires ont été obtenues par la presse économique, les textes de loi, les données des services des impôts et des douanes, du ministère de l'agriculture, ainsi que de consultants locaux ou internationaux.

Résultats

1. L'intervention des pouvoirs publics (législation, crédit) ciblée sur les groupes agro-industriels

Le virus de la grippe aviaire H5N1 provoque de forte mortalité chez les volailles. Ce virus est en outre transmissible à l'homme et est responsable depuis 2003 de 331 décès dans le monde dont 59 au Vietnam. Les victimes sont essentiellement des éleveurs vivant en contact étroit avec les volailles. Si en outre, une contamination humaine par des voies alimentaires est déclarée possible par les experts, aucun cas n'a cependant à ce jour pu être confirmé. Il n'en reste pas moins que dans tous les pays affectés, l'impact sur la consommation a été marqué. Mais ce que craignent surtout les autorités des pays concernés et la communauté internationale, est que le virus ne mute en une forme transmissible d'homme à homme, et ne soit à l'origine d'une pandémie mondiale comparable à la grippe espagnole de 1918. C'est pourquoi la grippe H5N1 est considérée au niveau international à la fois comme un « désastre pour la production agricole » et comme « une menace sérieuse pour la santé humaine » [communiqué de presse commun FAO, OIE, OMS du 27 janvier 2004].

Les autorités vietnamiennes, appuyées par la communauté internationale ont réagi rapidement et massivement à l'apparition du virus sur leur territoire. Les premières mesures étaient des

mesures d'urgence : abattages massifs des volailles (17% des volailles abattues), restrictions au transport et au commerce des volailles.

Encadré 1. Types d'élevage et impacts de la grippe aviaire

Selon les rapports d'experts (Agrifood Consulting International, 2007 ; Delquigny 2004) la grippe aviaire a surtout touché sur le court terme les éleveurs de type industriel (élevage de plus 2000 oiseaux par bande, jusqu'à 4 bandes par an) notamment à travers les mesures d'abattages. C'est parmi ces élevages que se trouvent les éleveurs contractants. Ainsi le groupe CP aurait ainsi perdu 50 à 60% de son cheptel. Cependant, sur le long terme, ces éleveurs auraient bénéficié de leur capacité à s'adapter aux nouvelles exigences du marché, notamment en termes de garantie sanitaire. Les élevages de type semi-commercial (produisant 3 bandes de 500 à 2000 têtes par an, intrants industriels) pourraient avoir été plus durablement touchés du fait de leur moindre capacité financière à reconstituer leur cheptel après la crise et à investir dans des équipements permettant d'améliorer la biosécurité des élevages. Les élevages de basse-cour, les plus nombreux, auraient été peu touchés en termes de revenu car les volailles y sont destinées à l'autoconsommation ou à un marché local peu concerné par les restrictions imposées au transport.

Une fois l'urgence passée, le Ministère de l'Agriculture a entrepris dans un second temps de pousser un projet déjà ancien, celui de modernisation des élevages : « *The country's farming will need to be restructured into a modern, large scale industry in terms of farming, slaughter and consumption* » (déclaration du Ministre de l'Agriculture, Cao Duc Phat, Thanh Nien News 2006).

Ce projet de modernisation est justifié par ses défenseurs par le lien existant, par définition, entre modernité et biosécurité (même si dans d'autres discours, dont celui de Grain 2006, ce serait justement les élevages industriels qui seraient responsables de l'émergence et de la propagation, de tels virus). A ce trio, modernité, sécurité, santé vient s'ajouter la composante « privé », à travers la volonté affichée du gouvernement de s'appuyer sur le secteur privé pour la mise en œuvre de ce projet modernisateur². L'Etat entend favoriser la mise sous contrat des éleveurs avec des groupes agro-industriels, qui pourraient alors fournir crédit, assistance technique, contrôle sanitaire,... que l'Etat a du mal à prendre en charge. Cette mise en œuvre est favorisée par les liens forts qu'entretiendrait le Ministère de l'Agriculture avec les compagnies privées (en particulier avec les entreprises issues de la privatisation du secteur étatique) (Tuong, 2010).

Les objectifs sont quantifiés. L'élevage de type industriel doit atteindre en 2015 80 % de la production nationale contre 35 % en 2003 (déclaration du Ministre de l'Agriculture, Cao Duc Phat, Vietnam News 2005).³

Plusieurs directives viennent appuyer cette démarche dont la décision du Premier Ministre (No. 394/QĐ –TTg) accordant des prêts à des taux préférentiels pour la mise en place d'unités

² selon la stratégie élaborée par les Ministères de l'Agriculture et de la Santé, présentée dans le Green Book, « Integrated national plan for avian influenza control and human pandemic influenza preparedness and response, 2006-2008 », MARD-MOH 2006.

³ à noter qu'en 2003, à la veille de la grippe le secteur étatique ne représentait déjà plus que 3% de cette production industrielle, contre 38% en 1995 et 15% en 1999 (Delquigny 2004).

industrielles de production, d'abattages, de transformation conformes aux normes sanitaires et environnementales en vigueur.

Ces normes mettent l'accent sur la vaccination et notamment sur sa traçabilité avec des certificats qui doivent suivre les animaux jusqu'à leur consommation. Les animaux doivent être abattus et commercialisés dans des lieux certifiés. Ces mesures sont a priori difficile à mettre en œuvre dans le cadre de petits élevages et de filières atomisées où les lots se défont se recomposent plusieurs fois avant leur mise sur le marché.

Le contexte politique et réglementaire qui se met en place apparaît donc favorable au secteur industriel qui y voit l'opportunité de se développer sur un marché de produits de qualité. Et ainsi, malgré le contexte épidémiologique encore incertain, les entreprises du secteur agro-industriel (voir encadré 2) considèrent, comme en témoignent les citations ci-dessous que le contexte pourraient être favorables à certaines d'entre elles.

- « *Although the bird flu epidemic has not yet completely ended in Ho Chi Minh City, the local poultry market is seeing silent but fierce competition among poultry suppliers* », Vietnam news, 30 avril 2005.
- « *Charoen Pokphand (CP) will succeed in turning a crisis in opportunity of development... We anticipate 30% growth of turnover each year* », President of CP, Thanh Nien, 12 march 2006.
- « *Avec la grippe aviaire, le malheur des uns fait le bonheur des autres. Là, ça fait le bonheur des intégrateurs. Le schéma classique quoi...* », un vendeur d'une compagnie d'aliment interrogé.

Encadré 2. Les principales entreprises du secteur avicoles au nord du Vietnam

- | |
|--|
| <ul style="list-style-type: none">• Entreprises étrangères, internationales : Charoen Pokphand (CP, origine thaïlandaise), Prococon (franco-vietnamien), Cargill (USA), Japfa (Indonésie), groupe indonésien, Emivest (Malaisie).• Entreprises d'Etat : Luong My, Dabacco.• Entreprise privée vietnamienne : Phuc Think (ex. entreprise étatique). |
|--|

2. L'évolution du secteur avicole

La production poussins

Seuls les élevages industriels et une partie des élevages commerciaux s'approvisionnent en poussins issus de lignées industrielles. Le secteur de l'approvisionnement en poussins de un jour (DOC, day-one-chick) a connu au cours des dernières années une forte concentration. En 2004, les 4 plus grosses compagnies, CP, Cargill, Japfa et Proconco maîtrisaient 32% de l'approvisionnement national de DOC et 62,5% de l'approvisionnement par le secteur privé (Ministère de l'Agriculture cité par World Bank, 2004). En 2011, 3 entreprises contrôlaient la quasi-totalité de l'approvisionnement en poussins : CP, Japfa et Emivest (avec 6,2 à 6,5 millions de poussins par an) alors que les entreprises étatiques présentes occuperaient une place de plus en plus marginale et limitée à la production de la race locale (Luong Phuong). (Vietnam News, 20 aout 2011).

La crise de la grippe a en partie favorisé cette concentration. La maîtrise du virus H5N1 au Vietnam s'est d'abord faite par des mesures d'abattage massives. Les fermes de reproduction

(détentrices des lignées grand-grand parentales et grand parentales) productrices de DOC ont été particulièrement touchées par ces abattages (Delquigny 2004). En outre, les mesures de contrôle de l'importation de poussins ont été renforcées. Cette situation a eu pour conséquences de rendre très difficile la reconstitution des élevages touchés par le virus et les mesures d'abattages. En 2004, après les premiers foyers et abattages massifs, deux entreprises seulement auraient eu l'autorisation d'approvisionner le marché en poussins au Nord du Vietnam (nos entretiens avec Le Duc Thinh, économiste) : Charoen Pokhand (CP) et Phuc Thinh. Les élevages de reproducteurs de CP dans le nord du pays (région de Ha Tay, autour de Hanoi) ont été fortement touchés par la grippe (100 000 des volailles de sa ferme de reproducteurs CK2 à Chuong My, ont été abattues en décembre 2003 d'après le chef du service vétérinaire de Chuong My). Mais CP disposait encore d'un élevage de reproducteurs dans le sud du pays (à Dong Nai) et d'autres élevages en Thaïlande. CP a donc pu très rapidement répondre à la demande locale d'abord à partir de son couvoir de Dong Nai puis à partir de ses couvoirs thaïlandais et enfin, à mesure que la grippe s'étendait en Asie, à partir d'importations des Etats Unis et d'Angleterre. Ce vaste réseau d'approvisionnement sur lequel CP a pu s'appuyer, alors que d'autres acteurs avaient du mal à se fournir, a permis à l'entreprise de renforcer sa position sur le marché de la vente des poussins. De même, l'entreprise Phuc Thin est une des rares entreprises à ne pas avoir vu ses élevages de reproducteurs touchés par les effets directs ou indirects de la grippe et a pu rapidement répondre à la demande. Ainsi, dès mars 2004, Phuc Thinh et CP étaient en mesure de fournir en poussins les éleveurs affectés par la grippe.

La production d'aliments pour les volailles

Le marché des aliments du bétail (poissons, porcs et volailles) a connu lui aussi un processus de concentration. Ce marché (estimé à environ 11 millions de tonnes par an) attire depuis plusieurs années la convoitise des investisseurs: « *Vietnam has become the new hot spot for the feed industries* » (Feedlink magazine, 2008). Cependant le gouvernement vietnamien s'inquiète de la concentration du nombre d'entreprises, qui plus est étrangères dans ce domaine (Vietnam News, 20 août 2011 : « Foreign firms dominate animal-feed market »). S'il y avait encore 241 compagnies en 2006 elles ne sont plus que 179 en 2008 (Feedlink magazine, 2008). Dans cet ensemble, le groupe CP occupe une part croissante du marché ; 9 % de la production d'aliment bétail en 2004 (Burch, 2004) et 15 à 20 % en 2011 (selon Diep Kinh Tan, le Ministre de l'Agriculture cité par Vietnam News, 17 août 2011).

La crise a contribué là encore à cette concentration. Le marché de l'alimentation des volailles a connu des difficultés durant la crise de la grippe dont toutes les entreprises n'ont pu se relever (le groupe CP a ainsi connu une chute de 40% des ventes d'aliments volailles début 2004, déclaration de Phan Ngoc Chau, Dir. général adjoint de la production des aliments du bétail du groupe CP, VnExpress, 2005), mais avec la dynamique de restockage entreprise par les éleveurs, le groupe CP aurait conditionné la vente de poussins, à l'achat d'aliments pour volailles, gagnant ainsi des parts de marchés sur ses concurrents (le groupe Proconco se serait ainsi replié, du moins dans un premier temps sur la production d'aliments pour porcs) Aujourd'hui l'aliment du bétail représente 70% des revenus de CP au Vietnam, dont 40% pour l'aliment des volailles (nos entretiens auprès de CP Vietnam).

La production d'œufs de consommation

Si, à l'occasion de la grippe aviaire, le groupe CP a contribué et bénéficié d'une concentration du marché des poussins et des aliments des volailles, le groupe a eu également une politique très dynamique dans le secteur de la production d'œufs de consommation.

La production d'œufs a été affectée par la grippe (figure 1). Certes la production d'œufs suppose un cycle plus long et de plus lourds investissements, limitant ainsi les capacités de reprise d'activités de nombreux producteurs. Mais le marché des œufs aussi été soumis à des impacts moins violents que celui des poulets de chair. D'abord parce que les consommateurs ont été moins méfiants à l'égard des œufs qu'à l'égard des volailles, les œufs étant supposés à priori sains car « une poule malade ne pond pas » comme disent les consommateurs vietnamiens. Ensuite, parce que les restrictions imposées à la filière œufs ont été moins lourdes que celles imposées à la filière poulets de chair, cette dernière étant soumise à des contrôles beaucoup plus stricts du transport, et à une commercialisation par l'intermédiaire d'abattoirs certifiés.

De plus, pour protéger la reprise de la production locale d'œufs, le gouvernement a maintenu des quotas à l'importation d'œufs (décision 09/2003/TT-BTM, Ministère du commerce). Et, la filière œuf a été relativement à l'abri, comparée à la filière volaille, de la baisse des taxes à l'importation imposée par l'adhésion du Vietnam à l'OMC (World Poultry, 7/11/2006).

CP a rapidement saisi cette opportunité avec la construction de son premier poulailler de ponte fin 2004, alors que les foyers de grippe étaient encore nombreux. Avant la crise, le rôle de CP dans la filière œuf se limitait à la production de poussins « ponte ». La moitié de la production était vendue, l'autre confiée à des sous traitants/contractants pour la production de poulettes prêtes à pondre, elles mêmes vendues par l'intermédiaire de CP. Mais en 2004, CP va d'une part augmenter son nombre de contractants producteurs de poulettes prêtes à pondre (le nombre de contrats passe ainsi de 21 à 40 entre 2003 et 2005 et ensuite à 72 éleveurs en 2009) à qui le groupe réserve en 2009, 70% de sa production de poussins « ponte ». Et CP, au lieu de vendre les poulettes produites par ses contractants va les conserver pour ses propres élevages de ponte (en 2009, CP conserve ainsi 95 % des poulettes prêtes à pondre élevées par ses contractants, pour sa propre production d'œufs) (source : nos entretiens auprès de CP Vietnam). Le groupe entretient ainsi d'une part une pénurie sur le marché de poussins œufs (entretien avec Le Duc Thinh, économiste) et parvient à occuper 35% de part de marché d'œufs industriels en 2005, avant de connaître une baisse jusqu'à 20% en 2009 (lié à la concurrence des importations de Chine et une nouvelle hausse à 50% en 2011 (d'après nos entretiens avec CP).

La production de poulets de chair

De nombreux investisseurs vietnamiens ont été tentés à la suite des mesures sanitaires imposées par les autorités et de la demande des consommateurs pour des produits de qualité garantie de se lancer dans le marché de volailles de qualité.

Si le groupe CP a investi la production d'œufs, le groupe vietnamien Phuc Thinh a lui choisi d'investir la production de poulets. Le groupe qui ne produisait avant la grippe que 1000 à 2000 poulets par jour pour le marché de Hanoi, va produire jusqu'à 10 000 poulets en décembre 2005. Cette progression a bénéficié du fait que Phuc Thinh a été un des rares groupes autorisés par le gouvernement à fournir la ville de Hanoi, via les supermarchés Big C. Phuc Thinh s'est lancé dans la production de poulets de chair en conservant 50 à 80% des poussins qu'il produisait auparavant pour le marché. En mai 2005, il construit son propre

abattoir et, en 2006, sa propre usine d'aliments (source : nos entretiens et Agrifood Consulting 2007).

Cependant, en 2011, ce sont les groupes étrangers Japfa, Emivest et CP qui domineraient la encore le marché (Vietnam news, 17 août 2011). Si un groupe comme CP n'a pas directement investi dans la production de poulets de chair comme il l'a fait pour la filière œuf, le groupe a accru sa maîtrise de la filière chair par le biais de la contractualisation et surtout par l'investissement dans les activités d'abattage et de vente au détail, comme nous allons le voir ci dessous.

L'abattage et la vente au détail

La réglementation adoptée suite à la grippe a conduit à interdire la vente de volailles vivantes dans les grandes villes (pratique dominante avant la grippe) et à imposer l'abattage des animaux dans des abattoirs certifiés et la vente des volailles dans des points de vente autorisés (décision n°. 394/QD –TTg du Premier Ministre).

Ainsi le nombre d'abattoirs a augmenté autour des grandes villes, sur la base d'investissements privés nationaux ou étrangers. Autour de Hanoi, on comptait avant la grippe moins de trois abattoirs, il y en avait plus de dix suite à la grippe (MARD 2007).

Le groupe CP lui-même qui ne disposait pas d'abattoir en 2003, en possède et gère trois en 2005 (nos entretiens). Le groupe commercialise la majorité de la production de ses contractants auprès de grossistes mais en dirige une partie vers ses abattoirs et unités de conditionnement. Ces poulets sont ensuite alors commercialisés dans des points de vente de CP (7 en 2005, 10 en 2008) ou livrés à des chaînes de restaurations rapides (KFC, Lotteria,...).

La stratégie de CP et d'autres groupes comme Phuc Think (ce groupe disposait de près de 120 points de vente en 2005), leur permet de mettre sur le marché des poulets et œufs portant leur propre marque. Dans le contexte vietnamien, cette garantie par le secteur privé est très valorisée par les consommateurs (en comparaison d'une seule garantie par le secteur public, qui compte tenu des nombreuses fraudes a peu de valeur aux yeux des consommateurs). En limitant la commercialisation de produits de leur propre marque à leurs points de vente, ou aux quelques supermarchés, les grands groupes se protègent également des contrefaçons.

Les supermarchés ne se sont implantés que récemment au Vietnam à partir des années 90. La grippe a été l'occasion pour eux de se positionner davantage sur le marché de la volaille. Ils ont bénéficié pour cela notamment de leur maîtrise de la chaîne du froid (les autres vendeurs habitués à la vente de volailles vivantes n'étant pas nécessairement préparés à ce changement de réglementation), de la confiance dont ils jouissent de la part des consommateurs urbains concernant la qualité sanitaire de leurs produits (surtout pour les supermarchés étrangers tels que Metro, Big C,...) et aussi des alliances avec le secteur étatique. Ainsi, en pleine crise, le Ministre de la santé conseillait aux consommateurs vietnamiens lors d'une intervention à la radio : « si vous ne voulez pas être malade, achetez vos poulets au supermarché » (et ceci alors que la transmission de la grippe par la voie alimentaire n'était pas avérée). Ceci a eu pour effet de multiplier par sept les ventes de volailles du seul supermarché autorisé à commercialiser les volailles à cette période à Hanoi (Agrifood Consulting, 2007).

Ces situations de monopole dont ont bénéficié certains acteurs n'ont concerné que de courtes périodes, et rapidement le gouvernement a organisé la certification de nombreux points de vente. De plus, il faut noter qu'en 2010, du fait de la relâche de la mise en œuvre de la réglementation et de la diminution de la crainte des consommateurs, les filières traditionnelles

de vente de volailles vivantes reprennent le dessus : fin 2007, il ne restait que deux ou trois des dix abattoirs industriels présents dans le nord du Vietnam auparavant, et fonctionnant à la moitié voire au tiers de leur capacité (MARD, 2007) dont un appartenant à CP (sur les trois que le groupe possédait en 2005). De même le nombre de points de vente appartenant aux groupes agro industriels diminuent : en 2009, CP n'aurait plus que 5 points de vente, sur les 10 que le groupe possédait en 2008 (CP s'oriente aujourd'hui vers une distribution de ses produits à travers des alliances avec le groupe Fresh Mart) ; et le groupe Phuc Thinh en 2009 n'avait conservé que 10 de ces 120 points de vente.

Le bilan du processus d'industrialisation de l'abattage reste ainsi modeste, Selon le journal *Quan Doi Nhan Dan*, (p.1, 18/05/11) le Vietnam compte en 2011 près de 30 000 abattoirs, dont 97% sont de petite taille et dont 27% sont contrôlés. Seuls 3% des volailles et bétails sont abattus dans des abattoirs industriels (à comparer au 95% auquel le gouvernement planifiait d'arriver dans le Green book, MARD, MOH 2006). Selon nos entretiens au Ministère de l'Agriculture, les pressions seraient nombreuses de la part du secteur agro-industriel pour que la directive 394 (en faveur de la concentration et de l'industrialisation de la filière avicole) soit appliquée plus strictement.

La contractualisation

Le processus de contractualisation des groupes agro-industriels avec des producteurs d'œufs ou de poulets a été initié par les groupes étrangers, avant la grippe, et suivait alors une croissance régulière (+20% de contractants par an pour le groupe CP avant 2003).

Le contrat par lequel CP confie la production de poulet « chair » à des éleveurs locaux est du type « sous-traitant ». Selon le contrat, l'entreprise doit fournir aux éleveurs tous les intrants nécessaires à la production (aliments, poussins d'un jour, vaccins), des conseils sur la conception des bâtiments d'élevage et elle doit assurer l'écoulement de poulets sur le marché. En plus des normes vétérinaires et sanitaires, l'entreprise impose également des règles que doivent respecter les éleveurs sous traitants au niveau de la construction de l'élevage et de son équipement, ce qui oblige les éleveurs à acheter les équipements auprès de CP. Pourtant, cet investissement en infrastructures reste à la charge de l'éleveur.

Nos entretiens avec les éleveurs de CP et les services de contrôle vétérinaire de Hanoi ont permis de savoir que pendant la crise, les conditions et les contrôles vétérinaires et sanitaires de CP appliqués à la production sous-traitée ont été renforcés. De plus, l'entreprise a rajouté dans les termes du contrat une clause selon laquelle elle peut interrompre le contrat à tout moment suite aux conséquences d'une épidémie. Ces dernières peuvent être économiques ou sanitaires.

La grippe a eu dans un premier temps pour effet de diminuer le nombre de contractants (voir tableau 1): de 199 en 2003 à 130 en 2005, pour le secteur poulets de chair chez les principaux groupes. Le groupe CP, lui, se serait contenté de geler la signature de nouveau contrat⁴. En outre, si CP déclare n'avoir jamais interrompu l'achat de la production des ses contractants, la compagnie l'a fait au plus fort de la crise à un prix inférieur à 20 % de ce que prévoyait le contrat et le groupe a imposé une diminution des effectifs de volailles chez chaque contractant (diminué par 2 en 2004). En investissant dans un abattoir proche de ses contractants et dans

⁴. On observe cependant une diminution du nombre de contractants chez CP sur cette période. Mais selon l'un de nos interlocuteurs à CP la diminution du nombre de ses contractants ne serait pas le fait de CP, mais lié à de nombreuses raisons propres aux contractants et, notamment au fait que nombre de ces contractants sont situés la région de Ha Tay dans laquelle de nombreuses expropriations foncières ont eu lieu au cours de cette période, en lien avec l'expansion de la ville de Hanoi.

une capacité de stockage, CP a pu stocker des volailles durant les périodes de restrictions des transports (en outre le transport entre provinces d'animaux abattus est moins contraignant d'un point de vue réglementaire que celui de volailles vivantes).

Le nombre total de contractants a depuis augmenté (169 en 2009), mais sans atteindre son niveau d'avant grippe (voir tableau 1). Mais le groupe CP a lui dépassé ses effectifs de 2003 (199 contractants en 2009, contre 159 en 2003), notamment par le biais de son investissement dans la filière œufs. La part des poussins produits réservés à ses contractants a ainsi augmenté durant cette même période. En effet, si en 2003, 50% des poussins produits par CP étaient confiés sous contrat, 65 % le sont en 2005. Cette tendance est surtout marquée dans le secteur œufs comme souligné plus haut : en 2009, CP réserve 70 % de sa production de poussins à des contractants (contre 50 % pendant la grippe) et récupère pour ses propres élevages 95 % des poulettes (contre 0 % avant la grippe).

Tableau 1. Evolution du nombre de fermes sous contrat avec les principaux groupes agro-industriels du secteur avicole présents au Vietnam, entre 2003 et 2009.

	Evolution du nombre d'éleveurs producteurs de poulets de chair/ poulettes, sous contrat		
	Fin 2003	2005	Début 2009
CP	139/20	100/40	120/79
JAPFA	60/30	30/30	10/25
DABACO	0/n.c	0/n.c	14/n.c
DUC-NGHIA	0/0	0/0	25/5
Total	199/	130/	169/

*Sources : Rapport du service vétérinaire de Hanoi et données d'entretiens avec CP.*⁵

Il a été observé que les éleveurs sous contrat avec CP avaient globalement mieux résisté à la crise que les éleveurs sans contrat, ayant pu rapidement reconstitué leurs stocks. Par ailleurs, ils n'ont jamais licencié d'employés, alors que des cas ont été observés chez les éleveurs sans contrat (General Statistics Office, GSO, 2004).

Ce système de contractualisation permettrait en outre à la filière intégrée d'échapper au paiement d'un certain nombre de taxes (en fournissant poussins et aliments aux éleveurs, les firmes contractantes échappent au paiement de taxes), auxquelles les autres éleveurs sont soumis (Asian Agrobizz, 5 aout 2011).

Discussion et conclusion

L'ONG Grain (Grain, 2006 et 2007) a dénoncé dans le cas de la Thaïlande les connivences entre l'Etat, le groupe Charoen Pokphand (CP) et les experts dans l'évaluation des causes et

⁵ à noter que Agrifood Consulting sur la base d'entretiens conduits avec CP en 2005, fournit des chiffres différents, et comptabilise pour le groupe 350 contractants en 2003, contre 20 à 30 contractants en 1997.

des solutions à la grippe aviaire, situation qui aurait largement favorisé le secteur industriel, et surtout le groupe CP, au détriment des petits éleveurs thaïlandais.

Que peut-on dire dans le cas du Vietnam ? Une telle évaluation n'est pas facile à conduire. D'une part parce que l'accès aux données est difficile et les quelques chiffres disponibles ne sont pas toujours cohérents. Ensuite parce qu'il est difficile d'isoler l'effet de la grippe sur un marché avicole soumis à d'aussi nombreux facteurs de variations : évolution de la demande des consommateurs (en quantité et qualité), évolution de la réglementation (notamment impact de l'adhésion à l'OMC), hausse mondiale du prix des aliments (et des aliments pour bétail, surtout en 2008), effets indirects des crises sanitaires sur d'autres filières animales (lesquelles ont été nombreuses au Vietnam durant cette période notamment sur la filière porc),...

Il est en tout cas clair que l'industrialisation, la modernisation et la concentration de la filière avicole sont les éléments d'un projet partagé et porté par de nombreux acteurs au Vietnam, occupant une position dominante. Mais le bilan que dresse le Ministère de l'Agriculture de la décision 394 (qui concrétise ce projet) est très modeste (MARD, 2007). Le Ministère justifie ce bilan en évoquant la faible mobilisation des autorités provinciales et leur budget limité, le difficile accès au foncier dans les zones péri-urbaines, le maintien du risque épizootique (la grippe n'a pas été éradiquée et en 2011 la communauté internationale s'alarme de l'apparition au Vietnam d'une nouvelle souche potentiellement plus virulente), le retour des consommateurs à leurs habitudes, et la réticence des banques à prêter à un secteur jugé à risque.

Pourtant, les acteurs de la filière se sont montrés extrêmement réactifs aux opportunités qu'offrait la situation, misant sans doute sur une éradication rapide du virus qui n'a pas eu lieu. Si nombre d'acteurs n'ont pu se positionner durablement comme acteurs de cette filière industrielle, celle-ci s'est concentrée sur un nombre d'acteurs réduit, essentiellement des groupes agro-industriels étrangers parmi lesquels le groupe Charoen Pokphand. Celui-ci, à partir d'une bonne maîtrise de l'approvisionnement en poussins d'un jour, a pu progressivement s'imposer sur l'ensemble de la filière, jusqu'à la vente de détail, par un processus d'intégration verticale. En outre, le groupe a augmenté le nombre de ses sous-traitants, principalement dans la filière œuf. La maîtrise du processus de restockage, après les pertes animales importantes occasionnées par la grippe et les abattages d'urgence, apparaît donc comme tout à fait stratégique. Si la compétition entre acteurs semble avoir été (et être intense), il semble qu'elle se soit davantage exercée à l'intérieur du secteur industriel qu'entre le secteur dit « traditionnel » et le secteur commercial ou industriel.

Ainsi, les résultats de notre étude confirment la prédiction de la littérature d'une plus forte intégration verticale lorsque les entreprises veulent plus de garanties sur la qualité sanitaire de leurs approvisionnements (intégration de l'abattage), et qu'elles souhaitent valoriser leurs efforts de qualité auprès de leurs clients en raccourcissant les chaînes de vente (intégration du détail). Cependant, le contexte particulier du Vietnam explique que cette intégration soit encore limitée, en particulier du fait de la forte demande des consommateurs pour la volaille vivante.

Remerciements.

Ce travail a été réalisé dans le cadre du projet Gripavi, financé par le Ministère français des Affaires Etrangères, et coordonné par le CIRAD. Il s'appuie en grande partie sur les entretiens réalisés dans le cadre du Master d'Economie de Anh Tuan Pham (2009).

Références

Agrifood Consulting International, 2006. The impact of Avian Influenza on Poultry Sector Restructuring and its Socio-Economic Effects. FAO

Agrifood Consulting International, 2007. Poultry Sector Rehabilitation Project: The Economic Impact of Highly Pathogenic Avian Influenza - Related Biosecurity Policies on the Vietnamese Poultry Sector.' Bethesda, Maryland, Prepared for FAO and WHO.

Barzel, Y., 1982. Measurement cost and the organization of markets. *Journal of Law and Economics*, XXV, pp. 27-50.

Bignebat, C., Codron, J.-M., 2006. Innovations organisationnelles et contrôle de la qualité dans la filière fruits et légumes. *INRA Sciences Sociales*, n°5-6.

Burch, D., 2010. Growth and Concentration in the Poultry-Animal Feed Complex: The Charoen Pokphand Group and Agri-Food TNCs in the Asia-Pacific Region'. In *Agribusiness and Public Policies: Navigating the changing agri-food systems in the Asia Region*, AAI-Asia, Oxfam Hong Kong.

Codron, J.M., Fares, M., Rouvière, E., 2007. From Public to Private Food Safety Regulations; The case of negotiated agreements in the French Import Fresh Produce Industry. *International Journal of Agricultural Resources, Governance and Ecology*, 6 (3), pp. 415-427.

Delquigny, T., Edan, M., Nguyen, D.H., Pham, T.K. and GAUTIER, P., 2004.'Evolution and Impact of Avian Influenza Epidemic and Description of the Avian Production in Vietnam. Final report, July 2004', Hanoi, Vétérinaires sans frontières.

Feedlink Magazin, 2008. Asia's young tiger start to roar; Feedlink, 5, 3

Figuié M. and Fournier T., 2008. Avian Influenza in Vietnam: Chicken-Hearted Consumers? *Risk analysis*, 28 (2): 441-451.

Gain Report,

General Statistics Office, 2004. Socio-Economic Impact of Avian Influenza. Rapport interne. GSO, Department for Agricultural, Forestry and Fisheries Statistics, Hanoi.

Grain, 2006. Qui est le dindon de la farce ? Le rôle central de l'industrie de la volaille dans la crise de la grippe aviaire. *Grain publication*, www.grain.org/publications/

Grain, 2007. La grippe aviaire, une aubaine pour big chicken. *Grain publication*, www.grain.org/publications/

Grossman S.J., Hart O.D., 1986. The costs and benefits of ownership: a theory of vertical and lateral integration. *Journal of Political Economy*, 94 (4): 691-719

Hugon, P., 1985. Le miroir sans tain. Dépendance alimentaire et urbanisation en Afrique: un essai d'analyse en termes de filières, in: Altersial Cered, M.S.A. (Ed.), *Nourrir les villes*. L'Harmattan, Paris, pp. 9-46.

MARD -Ministry of Agriculture and Rural Development- 2006. Project: centralisation and industrialisation of poultry farming, slaughtering and processing for the period 2006-2015, Hanoi, MARD.

MARD -Ministry of Agriculture and Rural Development- 2007. Provincial summary reports on implementing Prime Minister decision n° 394/QD-TTG, Hanoi, MARD,.

- MARD -Ministry of Agriculture and Rural Development-, MOH -Ministry of Health- 2006a. Integrated national plan for avian influenza control and human pandemic influenza preparedness and response, 2006-2008 (Red Book), Hanoi, MARD, MOH
- MARD -Ministry of Agriculture and Rural Development-, MOH -Ministry of Health-, 2006b. Integrated national operation program for avian and human influenza, 2006-2010), (Green Book). Hanoi, MARD, MOH
- MARD -Ministry of Agriculture and Rural Development , MOH -Ministry of Health- 2010. Avian and pandemic influenza. Vietnam's experience, Hanoi, MARD, MOH
- Mighell, R., Ronald, L., Jones, L.A., 1963. Vertical coordination in agriculture, Agricultural Economic Report. Farm Economics Division, Economic Research Service, U.S. Department of Agriculture.
- Moustier, P., Anh, D.T. and Figuié, M. (eds.), 2003. *Marché alimentaire et développement agricole au Vietnam*, Hanoi, Malica (CIRAD/IOS/RIFAV/VASI).
- Oosterveer, P., 2007. *Global governance of food production and consumption*. Cheltenham, UK, Edward Elgar.
- Organisation Mondiale de la Santé, 2011. Cumulative Number of Confirmed Human Cases of Avian Influenza A/(H5N1) Reported to WHO, 19 August 2011. Available from http://www.who.int/csr/disease/avian_influenza/en/
- Pham, A.T., 2009. *Etat et secteur privé agro-industriel dans la gestion de la grippe aviaire au Vietnam'*, Montpellier, Mémoire de master, Montpellier SupAgro, Univ. Montpellier 1.
- Perry, M.K., 1989. Vertical integration: determinants and effects. In: *Handbook of Industrial Organization*, 1 (4), pp. 183-255.
- Tuong, V., 2010. *Power, Politics and Accountability: Vietnam's Response to Avian Influenza*. In Scoones, I. (ed.), *Avian influenza: Science, Policy, Politics*, London, Earthscan.
- USDA, 2011. Vietnam. Exporter guide. Gain Report VM1054.
- Williamson, O.E., 1991. Comparative Economic Organization: the Analysis of Discrete Structural. Alternatives. *Administrative Science Quarterly*, 36, pp. 269-296.
- World Bank, 2004. Avian influenza emergency recovery project. report n°T7631-VN